

Gaza à?? OÃ¹ est la loi ?

Description

Par Reed Brody, le 10 novembre 2023

Alors quâ??IsraÃ«l lanÃ§ait sa campagne aÃ©rienne Ã Gaza le mois dernier, des bombes ont dÃ©truit la maison de mon cher ami Raji Sourani, directeur du Centre palestinien pour les droits de lâ??homme. Trois jours plus tÃ´t, Sourani avait [dÃ©clarÃ© Ã Democracy Now !](#), Ã« Je suis ici comme un *olivier*. Nous ne quitterons jamais notre patrie. Mais lorsque les bombes pleuvent, il se demande sâ??il nâ??a pas commis une erreur en refusant de partir. Il nâ??avait pas voulu Ã« faire partie de la nouvelle Nakba Ã», comme il lâ??a Ã©crit Ã ses amis aprÃ«s avoir survÃ©cu.

Ce qui rend lâ??attaque contre la maison de Sourani particuliÃ¨rement inquiÃ©tante parmi tous les meurtres gratuits du mois dernier, câ??est que Raji, [laurÃ©at](#) du prix Robert F. Kennedy pour les droits de lâ??homme, symbolise depuis 40 ans la tentative dâ??utiliser la loi pour rÃ©parer les crimes israÃ©liens contre les civils palestiniens, y compris les crimes de guerre, les punitions collectives, [les colonies illÃ©gales](#) et [lâ??apartheid](#).

Je me souviens dâ??Ãªtre assis Ã cÃ´tÃ© de Sourani Ã La Haye en dÃ©cembre 2020 lorsquâ??il a regardÃ© la procureure de la Cour pÃ©nale internationale, Fatou Bensouda, dans les yeux et lâ??a suppliÃ©e de dire aux Palestiniens quâ??ils pouvaient faire confiance Ã la CPI pour tenir compte de leur sort, que la Cour pouvait les assurer que le droit international a encore un sens pour eux et la violence nâ??est pas la seule arme dont ils disposent.

Le fait est, cependant, que toute tentative visant Ã utiliser la CPI et dâ??autres institutions pour tenir les responsables israÃ©liens lâ©galement responsables a Ã©tÃ© Ã©cartÃ©e ou dÃ©lÃ©gitimÃ©e en tant que Ã« guerre juridique Ã». Les plaintes dÃ©posÃ©es en Europe contre les dirigeants israÃ©liens sur la base de la Ã« compÃ©tence universelle Ã» â?? le soi-disant Ã« [principe de Pinochet](#) Ã» selon lequel la justice doit Ãªtre rendue devant les tribunaux Ã lâ??Ã©tranger â?? nâ??ont pas seulement Ã©tÃ© rejetÃ©es ; dans certains cas, les lois en question ont Ã©tÃ© rÃ©duites de sorte que de telles affaires ne puissent plus Ãªtre intentÃ©es Ã lâ??avenir.

Les efforts palestiniens pour invoquer la CPI ont pris du retard depuis presque 15 ans depuis que lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP) a soumis une dÃ©claration acceptant la compÃ©tence de la Cour en janvier 2009, Ã la suite de lâ??opÃ©ration Ã« Plomb durci Ã» dâ??IsraÃ«l, qui a fait plus de 1 400 morts dans la bande de Gaza. Le procureur Luis Moreno Ocampo, sous la forte pression des Ã©tats-Unis (qui ne sont mÃªme pas eux-mÃªmes partie Ã la CPI), a passÃ© trois ans Ã se demander sâ??il avait les compÃ©tences avant de soumettre lâ??affaire Ã dâ??autres organes de lâ??ONU. AprÃ«s que lâ??AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations Unies [a reconnu](#) la Palestine comme [Ã©tat observateur](#) et que la Palestine a ratifiÃ© en 2015 le Statut de Rome rÃ©gissant la CPI, la procureure Bensouda a menÃ©, selon ses propres mots, Ã« un examen prÃ©liminaire minutieuxâ? qui a durÃ© prÃ¨s de cinq ans Ã» avant dâ??ouvrir une enquÃªte [formelle](#) en mars 2021, alors que son mandat de neuf ans Ã©tait sur le point dâ??expirer. Ã ce moment-lÃ , lâ??administration Trump avait imposÃ© des sanctions Ã Bensouda pour son enquÃªte sur les crimes prÃ©sumÃ©s des Ã©tats-Unis en

Afghanistan et pour dissuader toute nouvelle action de la CPI sur la Palestine. Même en 2021, lorsque l'administration Biden a levé ces sanctions, le secrétaire d'État Anthony Blinken a [maintenu](#) « l'objection de longue date des États-Unis aux efforts de la Cour pour affirmer sa compétence sur le personnel d'États non parties tels que les États-Unis et Israël ».

En revanche, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine en février 2022, le nouveau procureur de la CPI, l'astucieux Britannique Karim Khan, élu avec un fort soutien du Royaume-Uni et des États-Unis, a effectué de multiples visites dans un pays qu'il a qualifié de « scène de crime », ouvrant la plus grande enquête de l'histoire de l'ICC et a levé des sommes sans précédent d'argent extrabudgétaire et de personnel temporaire en provenance des pays occidentaux. Même les États-Unis ont exprimé leur [soutien](#), même si la CPI exerçait sa juridiction sur les ressortissants d'un pays – la Russie – qui, comme Israël et les États-Unis, n'était pas partie à la CPI. En mars 2023, Khan avait [émis](#) un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine suite à l'expulsion de milliers d'enfants d'Ukraine.

Sourani a soutenu l'enquête sur l'Ukraine mais a déploré à l'époque que le procureur n'ait fait aucune tentative similaire pour lever des fonds extérieurement pour financer l'enquête sur la Palestine, n'ait jamais parlé de « scène de crime » et n'ait apparemment pas cherché à se rendre en Palestine. Khan a [annoncé](#) lors de l'Assemblée de la CPI en décembre 2022 qu'il espérait se rendre en Palestine en 2023, mais on sait qu'Israël a rejeté sa demande. Le fait est qu'à ce jour, aucun responsable israélien n'a eu à faire face des accusations internationales pour des crimes commis au cours de plusieurs décennies de conflit, créant ainsi un sentiment d'impunité. Après avoir survécu au bombardement de sa maison, Sourani a [déclaré à Democracy Now !](#) il considérait Khan comme « complice » en raison de son inactivité dans les crimes qui se déroulent actuellement à Gaza. (Au moment où j'écris, Sourani est toujours dans la ville de Gaza, très proche des bombes israéliennes, et incapable d'en sortir.)

Face aux atrocités et [aux critiques](#) croissantes concernant l'absence de commentaires de la CPI, Khan a cependant rompu son silence en se rendant au point de passage de Rafah, entre l'Égypte et Gaza, le 29 octobre, puis en prononçant au Caire un discours inhabituellement [fort et émouvant](#) qui rappelait revenons à sa rhétorique fulgurante après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il a parlé en détail des attaques cruelles et des prises d'otages du Hamas le 7 octobre, qu'il a qualifiées de crimes, ainsi que de la réponse israélienne. Il a tenu à avertir le gouvernement israélien que toute attaque susceptible de tuer des civils doit respecter les principes du droit international de « distinction, précaution et proportionnalité ». En d'autres termes, chaque fois que les Israéliens frappent une maison, une école, un hôpital, une église ou une mosquée, ils doivent se rappeler que ces lieux jouissent d'un statut protégé – « moins que le statut protecteur n'ait été perdu » [et] le fardeau il appartient à ceux qui tirent le canon, le missile ou la roquette en question de prouver que le statut de protection a été perdu.

Aucun procureur n'a jamais parlé aussi crânement à Israël. La question est maintenant de savoir si Khan prendra des mesures pour donner suite à ses paroles fortes. Va-t-il donner suite aux accusations d'apartheid et de crimes de guerre, notamment de colonies illégales, qui sont sur son bureau depuis des années ? Israël lui permettra-t-il d'enquêter sur le terrain ? Les États-Unis abandonneront-ils leur objection de longue date au rôle de la CPI ? Y aura-t-il enfin une place pour la responsabilisation dans le conflit israélo-palestinien ?

Source : [The Nation](#)

Traduction : AJC pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Tags

1. Gaza
2. Israel
3. palestine
4. proche orient

date crÃ©e
2023/11/16